



# « Engie doit mettre fin à sa ruée vers le charbon »

## Le cas de la Turquie

À quelques semaines de la 21e Conférence de l'ONU sur le climat (COP21), deux entreprises dont l'État français est actionnaire, EDF et Engie (ex-GDF-Suez), poursuivent leurs activités polluantes à travers le monde.

En mai, un **rapport** publié par les Amis de la Terre et Oxfam révélait que ces deux entreprises détenaient 46 centrales à charbon dans le monde, causant des impacts sociaux, environnementaux et climatiques désastreux<sup>i</sup>.

Malgré le rôle décisionnaire de l'État au sein de ces deux entreprises, et le fait qu'elles soient sponsors officiels de la COP21, EDF et Engie ne réduisent pas leurs activités dans le secteur du charbon. Bien au contraire : Engie prévoit d'ouvrir de nouvelles centrales dans plusieurs pays !

**Parmi les nouveaux projets d'Engie se trouve la centrale à charbon d'Ada Yumurtalik (de 1320 mégawatts), située en Turquie. Un projet farouchement contesté par la société civile turque qui s'alerte des conséquences sur leurs conditions de vie, leur environnement et le climat.**

Des organisations turques, françaises et internationales ont récemment envoyé **une lettre à François Hollande**, demandant au gouvernement français de mettre fin au projet Ada Yumurtalik d'Engie. La France est actionnaire d'Engie à 33%<sup>ii</sup>.

## CE QU'ENGIE ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS DOIVENT FAIRE

**Pour les Amis de la Terre France et le Réseau Action Climat France, Engie devrait rapidement :**

- Mettre fin immédiatement au projet d'Ada Yumurtalik en Turquie. Le projet de centrale au charbon d'Ada Yumurtalik accentuerait les impacts déjà négatifs du charbon sur la santé et les moyens de subsistance de 500 000 personnes dans la région.
- Publier, d'ici à la COP21, un plan de sortie rapide du charbon à l'horizon 2020, sans recourir à d'autres fausses solutions, au nucléaire, ou au grands barrages, et en prenant en compte la reconversion des travailleurs du secteur.

**Le gouvernement français doit, quant à lui, prendre ses responsabilités d'actionnaire et :**

- S'opposer au projet d'Ada Yumurtalik auprès des autres actionnaires et dans les instances de décision de l'entreprise
- Se prononcer en faveur de la sortie rapide du charbon de la part d'Engie à l'horizon 2020 en portant sa voix auprès des autres actionnaires et dans les instances de décision de l'entreprise.

## CES ENTREPRISES QUI NOUS ENFUMENT

Le charbon est l'énergie fossile la plus émettrice de gaz à effet de serre. Directement mis en cause par les scientifiques pour sa responsabilité dans le dérèglement climatique, le charbon a également un impact ravageur sur la santé des populations, la dégradation de leur environnement et donc de leurs moyens de subsistance, et les conditions de travail des ouvriers du secteur. EDF et Engie, deux entreprises dont l'État est actionnaire, continuent pourtant d'exporter leurs activités polluantes en Europe et dans le monde.

### Engie : 30 centrales au charbon dans le monde... et d'autres à venir ?

EDF et Engie (ex-GDF Suez) disposent de 46 centrales dans le monde qui émettent environ 151 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an, soit l'équivalent de la moitié des émissions de la France liées à l'utilisation d'énergie.

**Engie dispose de 30 centrales à charbon** réparties sur tous les continents, qui émettent près de 81 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, soit l'équivalent des émissions liées au secteur de l'énergie d'un pays comme les Philippines.

Non seulement Engie (comme EDF) n'a toujours pas annoncé sa sortie du charbon, mais l'entreprise s'apprête aussi à étendre son parc de centrales au charbon ! Elle compte ouvrir les centrales d'Ada Yumurtalik en Turquie (1320 MW), d'Ulaanbaatar en Mongolie (415 MW), de Pampa Sul au Brésil (340 MW), et d'étendre celle de Mejillones au Chili (315 MW).

### « Émissions d'Etat »

**A la veille de la COP21, la France est loin d'être exemplaire.** Les investissements charbon d'Engie et d'EDF révèlent l'hypocrisie du gouvernement français. En effet, l'Etat français détient 84,5 % des parts d'EDF et 33 % de celles d'Engie. Si le gouvernement français veut envoyer un signal positif en vue de la COP21, il doit utiliser son influence sur ces deux entreprises pour engager leur sortie du charbon.



© Kerem Yucel/ CAN Europe 2015

## LA CENTRALE AU CHARBON D'ADA YUMURTALIK, NOUVELLE BOMBE CLIMATIQUE

Située dans la baie Iskenderun, au Sud de la Turquie, le projet de centrale au charbon d'Ada Yumurtalik aura une capacité de 1320 MW. Le projet est mené par une filiale d'Engie – Suez Enerji Uretim S.A. Engie détient 90 % des parts de cette entreprise (soit l'équivalent de 583 millions d'euros). Engie a pour cela un partenaire local : l'entreprise turque Mimag-Sanko.

### La renaissance du charbon en Turquie : 75 nouvelles centrales d'ici à 2023 ?

Engie cherche à profiter des plans du gouvernement turc pour accroître massivement la production électrique à base de charbon dans le pays. Le pays dispose déjà de 21 centrales à charbon en activité.

Selon les plans énergétiques de la Turquie à l'horizon 2023, **ce ne sont pas moins de 75 nouvelles centrales à charbon qui sont prévues**. Si ces plans sont réalisés, les émissions annuelles de CO<sub>2</sub> de la Turquie pourraient atteindre 200 millions de tonnes, contre 21,5 millions de tonnes en 1990<sup>iii</sup>. Et les centrales à construire émettront pendant 40 ans, voire plus !

Ce risque de « *revival* » du charbon en Turquie est perceptible dans la contribution nationale annoncée par le pays en vue de la COP21. **Le gouvernement turc vise un doublement de ses émissions de gaz à effet de serre entre 2012 et 2030**, tandis qu'il faudrait au contraire viser une réduction. Ces plans sont totalement incohérents avec la nécessité, d'après les scientifiques, de laisser 80% des réserves connues de charbon dans les sols pour limiter le réchauffement planétaire à moins de 2°C<sup>iv</sup>.

Ces développements révèlent le manque d'ambition de la Turquie sur le climat, malgré son rôle de président du G20 en 2015.

**Avec son charbon, Engie vient donc ajouter de la poudre à cette bombe climatique.** La technologie prévue pour cette centrale (charbon pulvérisé avec chaudière supercritique) ne correspond même pas à la meilleure technologie disponible en matière de réduction partielle des émissions de CO<sub>2</sub>. D'autre part, le projet va à l'encontre de

l'indépendance énergétique de la Turquie puisque le charbon utilisé pour la chaudière serait majoritairement importé.

Pourtant, la région présente un fort potentiel de développement des énergies renouvelables à partir de solaire ou d'éolien. Mais les autorités locales n'ont toujours pas mené d'évaluation sérieuse de ce potentiel.

### 500 000 personnes touchées par le charbon dans cette région de Turquie

La baie d'Iskenderun et ses habitants sont particulièrement menacés par le développement charbonnier de la Turquie. 29 nouveaux projets sont prévus, dont celle d'Engie, venant s'ajouter aux 3 centrales déjà en activité.

Ce développement est une menace pour la région, qui dispose des écosystèmes terrestre et maritime les plus diversifiés du pays. Les conditions d'existence de la population locale sont ainsi particulièrement affectées par le développement du charbon puisque la majorité de la population tire un moyen de subsistance de la pêche, du maraîchage, de la production de fruits, d'olives et d'huiles d'olive. **20 % de la production de citrons en Turquie provient de cette zone.** Il est estimé que les conditions de vie de 500 000 personnes sont directement affectées par les projets de développement du charbon.





## Impacts sur la santé

Les émissions provenant des centrales à charbon contribuent ont des impacts dramatiques sur la santé. Selon l'organisation HEAL, en Turquie, les émissions liées aux centrales à charbon existantes provoquent 2876 morts prématurées par, 3 823 nouveaux cas de bronchite chronique, 4 311 admissions à l'hôpital et 637 643 jours de travail perdus par an<sup>v</sup>. Ces impacts sur la santé ont une incidence sur l'économie du pays, puisque les coûts économiques sont estimés entre 2,9 et 3,6 milliards d'euros par an. Ces coûts indirects ne sont pas payés par les entreprises mais par la société, via les budgets publics.

L'ouverture de nouvelles centrales en Turquie, et notamment celle d'Ada Yumurtalik, viendrait alourdir le bilan déjà dramatique du charbon sur la santé des turcs.

## LA FAUSSE IMAGE « VERTE » D'ENGIE

### Climat : le double-jeu

Depuis son changement de nom en avril 2015, GDF-Suez, désormais Engie, affiche un

nouveau visage. Lors de l'Assemblée générale des actionnaires d'avril 2015, l'entreprise a dévoilé une nouvelle stratégie orientée autour de 3 axes : la digitalisation de l'énergie, la décentralisation de la gestion de l'énergie et la décarbonation du mix énergétique. Pourtant, ouvrir une centrale à charbon massive comme celle d'Ada Yumurtalik ne répond pas à l'enjeu de rendre les citoyens maîtres de leur énergie, comme peuvent le faire les énergies renouvelables. **Recourir à l'énergie fossile la plus polluante va aussi à l'encontre de la nécessité de décarboner le mix énergétique.** En Turquie, Engie compte également ouvrir la centrale nucléaire de Sinop<sup>vi</sup>, autre projet destructeur qui contribuera à enfermer le pays dans une trajectoire énergétique risquée, coûteuse et non soutenable.

**Les bonnes résolutions environnementales d'Engie ne seraient donc qu'une façade,** que les multiples tentatives de communication de l'entreprise en vue de la COP21 visent à consolider. Engie est ainsi l'un des sponsors officiels de l'événement. En parallèle, l'entreprise est un membre fondateur de l'initiative « Solutions COP21 », vitrine donnée aux « solutions » pour lutter contre le changement climatique. Si l'entreprise y présentera sans nul doute ses investissements dans les énergies

renouvelables et l'efficacité énergétique, elle gardera probablement sous silence sa production énergétique à partir d'énergie fossile, de grands barrages ou de nucléaire. Pourtant, celle-ci représente la majorité des activités de l'entreprise (95 % de la capacité installée par filière à 100 %) contre 5 % pour les énergies renouvelables (en excluant l'hydraulique)<sup>vii</sup>.

### En France et en Turquie, la société civile mobilisée

En Turquie, une grande partie de la population de la baie d'Iskenderun est opposée au plan de développement charbonnier et à la centrale d'Engie. Depuis le milieu des années 1990, des organisations locales luttent activement pour leurs droits à vivre dans un environnement sain. Ces organisations ont notamment ouvert des recours juridiques contre les permis délivrés aux centrales. Sur les 13 recours déjà en cours, 3 ont permis le rejet des projets. Deux projets ont effectivement été annulés. Un a été lancé, allant à l'encontre de la décision judiciaire et bafouant les droits des citoyens. La législation turque contient de nombreuses zones d'ombre. Loin d'être du côté des populations, elle facilite les activités des entreprises utilisant les énergies fossiles, en plus des nombreuses subventions publiques qui sont accordées à ces dernières.



© Kerem Yucel/ CAN Europe 2015



Gulnaz Killi, une habitante, avec son petit fils.

© Kerem Yucel/ CAN Europe 2015

#### **Gulnaz Killi, une habitante, témoigne des conséquences de l'industrie charbonnière et de son combat :**

« Dans notre village, toutes les familles compte au moins une personne souffrant de maladies respiratoires provoquées par la production industrielle<sup>viii</sup> et les centrales à charbon.

Le problème des centrales à charbon dans notre région, c'est qu'elles utilisent du charbon importé. Nos maladies respiratoires sont causées donc par la pollution venant de la centrale elle-même, mais aussi par les zones de stockage à ciel ouvert du charbon et des cendres, près desquelles nous vivons.

Mon petit-fils de 9 ans a de l'asthme, comme la plupart des enfants de nos voisins.

Nos enfants ont le droit de vivre et de grandir dans un environnement sain et soutenable.

Je suis active dans la lutte depuis 1999 et aujourd'hui notre communauté à Sarieski dans la baie d'Iskenderun est menacée de déplacement à cause des intérêts de l'industrie du charbon. ».

# CONTACTS PRESSE

## En France (Paris) – interviews en français :

- Simon Coquillaud, Responsable communication, Réseau Action Climat France, [simon@rac-f.org](mailto:simon@rac-f.org), +33 (0)1 80 89 99 55
- Malika Peyraut, Chargée de Campagne Energie et Institutions financières internationales, Amis de la Terre France, [malika.peyraut@amisdelaterre.org](mailto:malika.peyraut@amisdelaterre.org) +33 (0)9 72 43 92 55

## En Turquie (Istanbul) – interviews en anglais :

- Elif Gunduzyeli, Climate Action Network Europe, Climate and Energy Policies Coordinator for Turkey, (0090) 536 854 61 28, [elif@can europe.org](mailto:elif@can europe.org) (pour demander des visuels, envoyer un email à Elif Gunduzyeli).



© Kerem Yucel/ CAN Europe 2015

---

## NOTES DE FIN

<sup>i</sup> « Emissions d'Etat », Amis de la Terre France, Oxfam France, May 2015:

<http://www.amisdelaterre.org/Emissions-d-Etat-stop-a-l.html>

<sup>ii</sup> Lettre des ONG internationales à François Hollande demandant l'abandon du projet d'Engie en Turquie <http://www.rac-f.org/Investissements-de-Engie-dans-le-charbon-en-Turquie-Lettre-ouverte-des-ONG-a>

<sup>iii</sup> « Financing coal: high carbon arithmetic of Turkey », April 2015:

<http://www.onderalgedik.com/wp-content/uploads/2015/07/Financing-Coal-final.pdf>

<sup>iv</sup> Par exemple : « The geographical distribution of fossil fuels unused when limiting global warming to 2°C, Christophe McGlade, Paul Ekins, Nature, 517, 187-190 (Jan. 2015).

<sup>v</sup> « The unpaid health bill: How coal power plants in Turkey make us sick », HEAL – Health and Environment Alliance, May 2014:

[http://env-health.org/IMG/pdf/19052015\\_hr\\_coal\\_report\\_turkey\\_final.pdf](http://env-health.org/IMG/pdf/19052015_hr_coal_report_turkey_final.pdf)

<sup>vi</sup> [http://www.todayzaman.com/business\\_report-sinop-nuke-plant-to-cost-163-bln\\_390885.html](http://www.todayzaman.com/business_report-sinop-nuke-plant-to-cost-163-bln_390885.html)

<sup>vii</sup> Pour les filiales appartenant à 100% à Engie. [http://www.connaissancedesenergies.org/sites/default/files/pdf-actualites/pod\\_gdfsuez\\_document-reference-2014\\_fr\\_rev01\\_bd.pdf](http://www.connaissancedesenergies.org/sites/default/files/pdf-actualites/pod_gdfsuez_document-reference-2014_fr_rev01_bd.pdf)

<sup>viii</sup> Surtout une production d'acier et de fer.

## PRINCIPALES SOURCES

“Emissions d'Etat”, Amis de la Terre France, Oxfam France, mai 2015 :

<http://www.amisdelaterre.org/Emissions-d-Etat-stop-a-l.html>

“Financing coal : high carbon arithmetic of Turkey”, avril 2015 :

<http://www.onderalgedik.com/wp-content/uploads/2015/07/Financing-Coal-final.pdf>

“The unpaid health bill: How coal power plants in Turkey make us sick”, HEAL – Health and Environment Alliance, mai 2014 :

[http://env-health.org/IMG/pdf/19052015\\_hr\\_coal\\_report\\_turkey\\_final.pdf](http://env-health.org/IMG/pdf/19052015_hr_coal_report_turkey_final.pdf)